Nouveau modèle de gouvernance de l'innovation américaine. Partie 1 : Genèse et contexte

Dans une récente livraison[1], nous nous interrogions sur la nouvelle dynamique américaine en matière d'innovation. Nous nous étions plus précisément intéressés à l'article « *Creating a National Innovation Framework* » paru dans « *Science Progress* ». Le texte proposait un nouveau système de gouvernance de l'innovation au niveau du Gouvernement fédéral américain. Mais nous avons voulu en savoir plus. La Mission pour la science et la technologie (section de Boston) s'est donc mise en relation avec l'un des auteurs de cet article, M. **Richard Bendis**, pour lui poser quelques questions. L'entretenue téléphonique s'est déroulée le mardi 27 octobre 2009.

M. Richard Bendis est un expert reconnu. Il possède à son actif plusieurs étiquettes :
celle d'entrepreneur et de dirigeant d'entreprise. Il est le président fondateur de « *Innovation America* (IA) » après avoir créé puis présidé « Innovation Philadelphia (IP) ». M. Richard Bendis a également développé des activités de capital risque. C'est dans ce cadre qu'il a été membre du conseil d'administration du « *National Association of State Venture Funds* », (NASVF). M. Richard Bendis est aussi bien connu aux Etats-Unis pour sa banque d'investissement, le « *Bendis Investment Group LLC* » (BIG). A ses différentes activités aux Etats-Unis, s'ajoutent celles de conférencier et de consultant international (Nations Unies, OTAN, Commission Européenne, etc.). Enfin, il est l'un des éditorialistes de la revue hebdomadaire « Federal Technology Watch ».

Dans cet entretien avec M. Richard Bendis (R.B.), la MS&T a essayé de savoir si le nouveau système national d'innovation proposé avait quelque chance d'être mis en œuvre par la nouvelle Administration. Pour mémoire, cette nouvelle gouvernance se structurerait autour d'une dynamique de partenariats publics-privés, illustrée dans le schéma ci-dessous :

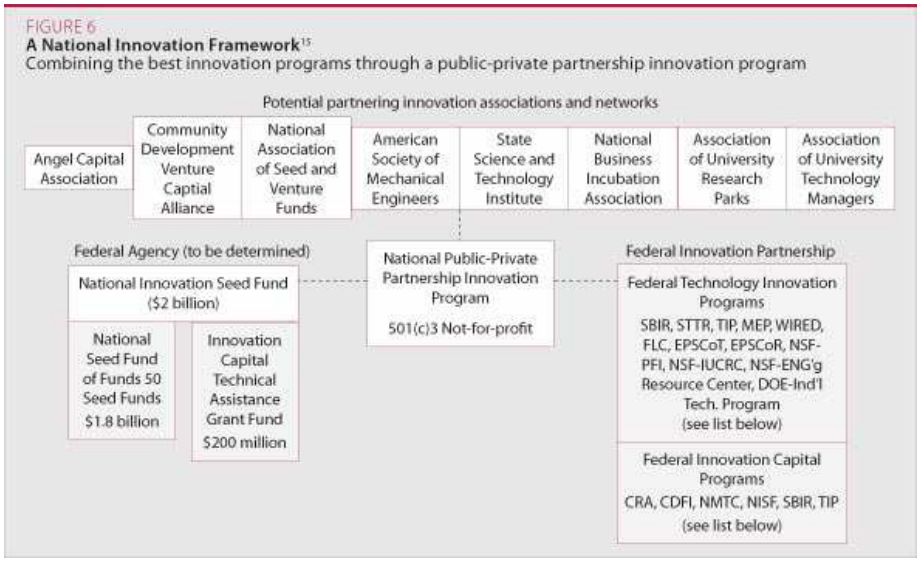

Figure 1 : Modèle de gouvernance de l'innovation (avec l'aimable autorisation de reproduction de Richard Bendis)

[1] « Partenariat public-privé : une nouvelle dynamique pour l'innovation américaine ? » BE États-Unis 180 http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/060/60836.htm

***MS&T** : Votre article a attiré notre attention parce qu'il met l'accent sur les changements possibles et les évolutions de la politique d'innovation conduite par le gouvernement fédéral. Alors que d'autres initiatives similaires ont eu lieu dans le passé[2], quelle est l'origine de ce document ?*

R.B : Elle remonte à 1995, sous l'Administration Clinton. Le Gouvernement avait alors commencé à s'intéresser à l'innovation. En fait, le nouveau cadre présenté dans ce document (voir schéma) n'a pas pour objet d'être adopté dans son intégralité, il est destiné à engager un dialogue au niveau de la nouvelle Administration fédérale à Washington.

***MS&T** : À votre avis, quelles sont les chances que le Gouvernement fédéral puisse mettre en œuvre ce que vous décrivez, à savoir la nouvelle organisation de l'innovation aux États-Unis ?*

RB : L'Administration Obama a besoin de créer un plan de soutien à l'innovation capable d'orienter l'économie du pays vers la sortie de la récession. Pour la nouvelle Administration, le meilleur moyen d'y parvenir est d'examiner avec attention les programmes existants dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation car ils forment la charnière de l'économie. Comme l'a déclaré le Président Obama dans son discours, l'Administration est convaincue que c'est par le soutien à l'entrepreneuriat et l'innovation qu'il sera possible d'améliorer la conjoncture économique.

Cependant, la situation politique en Irak et en Afghanistan constitue actuellement des priorités politiques supérieures d'autant que de nouvelles grandes initiatives doivent également être prises en matière de réforme de système de santé et de PMI/PME. C'est donc une question d'ordre du jour politique et de calendrier.

***MS&T :** Ne pensez-vous pas qu'une occasion a été perdue de lancer une réforme du système national d'innovation comme celle que vous décrivez dans votre papier, lorsque le Plan de Relance a fait l'objet de débat et a été adopté par le Parlement ? Pourquoi le Plan de Relance s'est-il davantage intéressé à accorder des moyens financiers supplémentaires destinés à la recherche fondamentale par le biais des organisations telles que la NSF (National Science Foundation) ou le ministère de l'énergie (DoE) au lieu de fournir plus de soutien à des pôles de compétitivités locaux, à l'innovation ou aux programmes de soutien aux PMI/PME ?*

R.B : Je partage votre point de vue, c'est en effet une déception. Le Plan de Relance n'accorde en effet pas assez d'attention à l'innovation, à l'entrepreneuriat, au transfert de technologie, comme des moyens permettant d'orienter l'économie.

Nouveau modèle de gouvernance de l'innovation. Partie 2 : Soutenir les jeunes pousses et créer une dynamique de partenariats publics-privés

(Suite de l'entretien de la MS&T avec M. Richard Bendis)

***MS&T :** En examinant le Plan de Relance, nous retirons l'impression que le Gouvernement fédéral considère que l'innovation relève davantage des états et des autorités locales et que le rôle du fédéral se borne à soutenir la recherche.*

---

[2] « L'action fédérale en matière d'innovation aux Etats-Unis : réalités et tendances BE Etats-Unis » http://www.bulletins-electroniques.com/rapports/smm09_032.htm

R.B : Dans le passé, en effet, cela relevait des états de développer des pôles de compétitivité, des programmes, etc. Mais désormais, les états ont d'énormes contraintes budgétaires qui réclament des partenariats et des financements venant de l'ensemble des acteurs de l'innovation : les états, le gouvernement fédéral, le monde académique, les entreprises, etc. Le fait est que le capital fait désormais défaut car les investisseurs tentent à placer leurs fonds dans des entreprises à des stades avancés de leur développement. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement fédéral doit combler ce vide.

MS&T : *Aux États-Unis, si je comprends bien, les sources de financement de l'innovation proviennent essentiellement du secteur privé, des entreprises, des sociétés de capital-risque, des banques, des investisseurs providentiels, etc. et non pas par des états ou du Gouvernement fédéral. Pensez-vous que cette répartition structurelle est appelée à changer dans les prochaines années ?*

R.B : En termes de changement, c'est toujours le secteur privé qui continuera à alimenter l'innovation. Mais le besoin se fait sentir de davantage aider les entrepreneurs dans la phase amont de leur développement économique, notamment au moment de la traversée de la « vallée de la mort » où les États-Unis perdent la chance de développer des concepts innovants et des entreprises naissantes. Autrefois, ces mêmes jeunes sociétés trouvaient des financements. Ce n'est plus le cas aujourd'hui car les investisseurs recherchent des retours sur investissement plus importants ou des moyens d'influer de façon immédiate et directe sur le chiffre d'affaires. Pour mémoire, les sociétés de capital risque n'investissent actuellement que 4% de leurs fonds soit 1 milliard de dollars, dans les phases précoces de développement des jeunes entreprises, préférant investir dans des sociétés qui ont une certaine maturité associée à la quasi-certitude de générer des profits dans le court terme.

Ce qui est actuellement souhaitable aux Etats-Unis, c'est de soutenir les jeunes pousses à passer le cap de la « vallée de la mort », phase insuffisamment financée. Ce rôle serait tenu de façon provisoire par le NISF avant d'être ensuite relayé par le NPPPI « *National Public-Private Partnership Innovation Program* ».

M&T : *Aneesh Chopra a été nommé par l'Administration Obama comme conseiller technologique en chef. Que pensez-vous de cette nomination et quelles seront les conséquences de cette création sur l'organisation de l'innovation aux États-Unis ?*

R.B : C'est une nomination importante. Mais l'Administration Obama devrait également nommer un conseiller national en matière d'innovation car le terme « technologie » fait référence à un produit alors que l'« innovation » embrasse des processus de services, des écosystèmes et des collaborations aussi bien que des produits. Un conseiller pour l'innovation pourrait également mieux évaluer les manquements des États-Unis en matière d'innovation qui ont besoin d'être corrigés.

M&T : *Dans votre article, vous estimez à 2 milliards de dollars le montant nécessaire à la création d'un fonds national d'amorçage de l'innovation (NISF) qui serait destiné à apporter un soutien au pré-amorçage, à l'amorçage et aux jeunes pousses. Pensez-vous que cette estimation soit suffisante pour la mise en œuvre et la pérennité d'un nouveau système d'innovation (NIF)?*

RB : Le rôle de la NISF est de travailler comme une équipe temporaire chargée d'élaborer de nouveau canaux de financement capables de constituer un moyen de financer les étapes précoces de développement des entreprises et de créer un réseau destiné aux meilleurs investissements précoces aux États-Unis. Ces soutiens seraient abondés à parité par des financements locaux ou des états tout en étant géré par des professionnels de l'innovation tels que les fonds d'investisseur providentiels. NISF est conçu pour apporter une aide, faire des recommandations, obtenir des retours sur investissement, et, au bout du compte, créer des emplois. L'objectif général est donc d'accroître les connexions entre les acteurs de l'innovation. Les partenaires potentiels du NISF seraient le Trésor, le bureau des PMI/PME[3], l'OMB[4], etc.

M&T : *Quels sont les modèles d'innovation qui ont inspiré vos recommandations ? Avez-vous procédé à un parangonnage des autres systèmes nationaux d'innovation ?*

R.B : En fait, je me suis surtout inspiré des meilleures pratiques en vigueur aux États-Unis. Je me suis en particulier intéressé au « *Benjamin Franklin Technology Partners Program* » qui finance des entrepreneurs en phase précoce de développement depuis plus de 27 ans et qui crée un emploi pour chaque investissement. Je me suis aussi servi de l'exemple du « *Kansas Technology Enterprise Corporation* » qui met l'accent sur des financements dans les phases précoces et des partenariats technologiques publics. A l'étranger, j'ai essentiellement travaillé pour le Gouvernement portugais qui a développé le programme le COTEC.

MS&T : *Pensez-vous que le nouveau système d'innovation, que vous proposez, serait en mesure de faire face au défit posé par les nouvelles problématiques de l'énergie et le système national de transport de l'Energie (smart grid[5]) ?*

R.B : Le système représente une solution qui n'est que partielle, les sociétés de capital-risque commencent à s'intéresser aux investissements en matière d'énergie propre. Les investissements restent encore insuffisants.

Rédacteurs :
Antoine Mynard, attache-inno.mst@consulfrance-boston.org
Lynda Inséqué, deputy-inno.mst@consulfrance-boston.org
Heidi Phelps (transcription et traduction), heidi.phelps@diplomatie.gouv.fr

Source
Richard Bendis, 27/10/2009

En savoir plus
« Creating a National Innovation Framework », Richard Bendis & Ethan Byler Science Progress
Richard Bendis, « Innovation America » www.innovationamerica.us

Mots clés
Politique d'innovation, plan de Relance

---

[3] SBA, « *Small Business Administration* ».
[4] « *Office of management and Budget* »
[5] « Les plans de développement de la Smart Grid dévoilés », BE États-Unis 179
http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/060/60712.htm

Définitions:
NIF, National Innovation Framework
NISF, National Innovation Seed Fund funding
COTEC, association patronale pour l'innovation portugaise qui gère des investissements d'origine industriels plutôt que gouvernementaux.